



L'INCLUSION DES TAXES À LA CONSOMMATION DANS LE CONCEPT DE CHARGE FISCALE : UNE COMPARAISON INTERPROVINCIALE

Document de travail 2016/05

SUZIE ST-CERNY
LUC GODBOUT

AVRIL 2016

REMERCIEMENTS

La *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

LA MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La ***Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques*** (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La ***Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques*** tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité. Pour plus de détails sur la ***Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques***, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>.

Luc Godbout est titulaire de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Suzie St-Cerny est professionnelle de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Les auteurs collaborent aux travaux de la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques*, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Faculté d'administration, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Téléphone : (819) 821-8000, poste 67133

Courriel : cffp.adm@usherbrooke.ca

Table des matières

Mise en contexte	1
1. Méthodologie	3
1.2 La charge fiscale nette : rappel	3
1.2 Méthodologie expérimentale développée par l'OCDE	3
1.3 Transposition de la méthodologie aux provinces canadiennes	4
2. Les résultats	9
2.1. La charge fiscale brute (sans prise en compte des taxes à la consommation)	10
2.2. La charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	13
2.3. La charge fiscale nette (sans prise en compte des taxes à la consommation)	16
2.4. La charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	19
Conclusion	22
Annexe 1 Le calcul de la charge fiscale nette – éléments de la méthodologie	23
Annexe 2 Taux de charge fiscale, brute et nette avec et sans les taxes à la consommation	26

MISE EN CONTEXTE

Dans l'édition 2008 de la publication, *Les impôts sur les salaires*, l'OCDE a publié une étude spéciale dans laquelle, pour quelques pays, elle ajoutait les taxes sur la consommation au calcul de charge fiscale nette¹. L'objectif étant *d'étudier les conséquences éventuelles d'un élargissement du modèle des impôts sur les salaires par la prise en compte des impôts sur la consommation, qui aurait pour effet d'inclure les impôts que les salariés versent lorsqu'ils dépensent leur salaire en plus de ce qu'ils paient au moment où ils le perçoivent*². Pour ce faire, l'OCDE a élaboré une méthodologie expérimentale (décrite ci-après) qui a pu être utilisée pour sept pays. L'OCDE a mis en évidence plusieurs limitations importantes dues à la méthodologie, mais conclut néanmoins que si la méthodologie est loin de constituer une approche exacte, il s'avère que la prise en compte des impôts sur la consommation a un effet significatif sur les comparaisons des impôts sur les salaires, de sorte qu'il faudrait étudier les moyens d'améliorer les méthodes actuelles ou d'en trouver d'autres pour la prise en compte de ces impôts.

Notre objectif ici est d'utiliser cette méthodologie expérimentale pour l'appliquer au cas du Canada. Plus précisément, d'ajouter dans le calcul de la charge fiscale nette des provinces canadiennes le montant des taxes à la consommation payé par les ménages.

En 2013, la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques a publié un cahier de recherche qui effectuait une comparaison de la charge fiscale nette des provinces canadiennes pour l'année 2010. On y constatait notamment que la Colombie-Britannique présentait la charge fiscale nette la plus faible pour six des quatorze scénarios étudiés, le Québec y arrivait cinq fois, tandis que l'Ontario deux fois et le Nouveau-Brunswick une fois³.

Il a été montré que les cas où le Québec obtient des taux parmi les plus faibles, cela est dû à des prestations plus généreuses et non à des impôts sur le revenu plus faibles. C'est aussi le cas lorsque le Québec est comparé aux résultats des pays de l'OCDE⁴.

La présente analyse vise à voir si, à l'aide des données de 2014, les résultats sont similaires et si, en reproduisant la méthodologie expérimentale de l'OCDE pour inclure les taxes à la consommation payées aux calculs, les résultats changent significativement.

¹ OCDE (2009), « Étude spéciale : Les impôts sur la consommation, charge additionnelle sur les revenus du travail », dans *Les impôts sur les salaires 2008*, Éditions OCDE.

² OCDE (2009), op. cit. p. 26

³ Luc Godbout, Michaël Robert-Angers et Suzie St-Cerny (2013), *La charge fiscale nette : Concept, résultats pancanadiens et positionnement du Québec*, Document de travail 2013/03, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

⁴ Voir à ce sujet : Tommy Gagné-Dubé, Luc Godbout et Suzie St-Cerny (2016), *Charge fiscale nette : le rôle clé des prestations dans les bons résultats du Québec*, Document de travail 2016/04, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Après avoir présenté les aspects méthodologiques, les sections suivantes exposent et commentent les résultats obtenus pour la charge fiscale, brute et nette, avec et sans la prise en compte des taxes à la consommation, pour les dix provinces, et 14 cas de familles/revenus différents.

1. MÉTHODOLOGIE

Après un court rappel de la définition de la charge fiscale nette, la méthodologie expérimentale de l'OCDE pour l'inclusion des taxes sur la consommation est présentée et transposée au cas canadien.

1.2 La charge fiscale nette : rappel

Chaque année, l'OCDE procède à des comparaisons de charges fiscales entre ses pays membres en utilisant des cas qui diffèrent selon la composition familiale (célibataire, couple sans enfants, famille monoparentale et famille biparentale) et le niveau des revenus tirés de salaires (égal, inférieur ou supérieur au salaire moyen). Les détails concernant le calcul de la charge fiscale nette et les particularités pour appliquer la méthodologie aux provinces canadiennes se retrouvent à l'annexe 1.

L'OCDE analyse le cas de huit familles qui diffèrent par des caractéristiques non monétaires (enfants ou non, seule ou couple) et par le revenu. Pour chacun de ces cas, la charge fiscale nette des particuliers (CFN) pour un revenu (R) donné y est exprimée de la manière suivante :

$$CFN = \frac{[IR + CSP - PRP]}{R}$$

où :

R représente le revenu du particulier;

IR représente la somme des impôts sur le revenu du particulier;

CSP représente la somme des cotisations de sécurité sociale à la charge du particulier;

PRP représente les prestations reçues par le particulier.

Ainsi, l'idée est de comparer un taux de charge fiscale qui inclut les impôts sur le revenu et les cotisations sociales payés desquels on soustrait les prestations reçues, à un certain niveau de revenu.

1.2 Méthodologie expérimentale développée par l'OCDE

Concernant l'ajout de l'imposition de la consommation, l'OCDE explique que :

[...] l'un des principaux problèmes que pose la simulation de l'imposition de la consommation dans le cadre des impôts sur les salaires est le fait que les familles sont définies en fonction de leurs revenus et non de leurs dépenses. Cependant, dans la mesure où l'objectif est d'ajouter des données au modèle actuel, les définitions fondées

sur les revenus des huit types de ménages doivent être maintenues et une méthodologie doit être mise en œuvre pour déterminer leur consommation⁵.

Les principales étapes à franchir sont les suivantes pour inclure les taxes à la consommation payées :

- 1) Trouver les données d'enquête sur les budgets des ménages :
 - Permet de mesurer la consommation taxable et donc les taxes payées.
- 2) Identifier les ménages qui correspondent aux huit types de familles, selon les caractéristiques non monétaires :
 - Soit les couples et les personnes seules de moins de 65 ans qui n'ont pas d'enfants et ceux qui en ont deux.
- 3) Sélectionner les familles dont la variable nette de revenu a une valeur similaire au revenu net (rémunération disponible) calculé dans *Les impôts sur les salaires* pour les huit catégories de familles :
 - La raison est que les définitions des ménages utilisées dans les enquêtes sur les budgets des ménages diffèrent de celles des impôts sur les salaires. Ainsi, les familles ayant le même revenu brut pourraient différer quant au montant des impôts sur le revenu qu'elles versent et avoir ainsi des revenus nets différents (et donc disposer de ressources différentes pour financer leurs dépenses).
- 4) Déterminer les postes de dépenses et la portion de ces dépenses qui est taxable pour les familles sélectionnées.
- 5) Estimer, avec le taux de taxes en vigueur dans les différentes juridictions, le montant de taxes à la consommation payé.
- 6) Calculer la part du revenu disponible consacrée au paiement des taxes à la consommation.
- 7) Ajouter les taxes à la consommation payées aux autres charges fiscales (IR et CS).
- 8) Évaluer le taux de charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation.

1.3 Transposition de la méthodologie aux provinces canadiennes

Salaire moyen

La notion de salaire moyen utilisée par l'OCDE permet de procéder à des comparaisons interprovinciales adéquates, en supposant que celui de chaque province reflète également le coût d'y vivre. En effet, sans cette notion, il serait difficile d'établir des comparaisons qui tiendraient compte des écarts de revenus liés aux pouvoirs d'achat propres à chaque province.

Pour le Canada, l'OCDE utilise le salaire moyen qui provient de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada. Cette enquête permet également de reconstituer le salaire moyen pour chacune des provinces canadiennes.

⁵ OCDE (2009), op. cit. p. 28

Évidemment, une fois déterminé le salaire moyen dans chaque province, il est également possible de comparer des fractions plus faibles et plus élevées de ce salaire moyen. Comme indiqué au tableau 1, le salaire moyen variait de 40 938 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard à 60 804 \$ en Alberta en 2014.

Tableau 1 Évaluation du salaire moyen, Canada et provinces, 2014

Terre-Neuve-et-Labrador	52 433
Île-du-Prince-Édouard	40 938
Nouvelle-Écosse	43 378
Nouveau-Brunswick	44 028
Québec	44 939
Ontario	49 642
Manitoba	45 649
Saskatchewan	51 600
Alberta	60 804
Colombie-Britannique	47 364
Canada	49 481

Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 281-0027 et OCDE, OECD (2015), *Les impôts sur les salaires 2015*, Édition OCDE, Paris

Autres composantes du calcul de la charge fiscale nette

Les impôts sur le revenu des contribuables, les allégements fiscaux qui lui sont applicables, les cotisations sociales et les prestations offertes par l'État entrant dans le calcul de la charge fiscale doivent bien sûr aussi être définis de façon uniforme (annexe 1 pour plus de détails).

Types de ménages analysés

Notre analyse portant sur les provinces canadiennes, il est plus facile de faire les calculs pour plus de scénarios. Ainsi, notre analyse porte sur 14 scénarios :

- 3 scénarios de célibataire : à 67 % du salaire moyen; à 100 % du salaire moyen et à 200 % du salaire moyen;
- 3 scénarios de famille monoparentale ayant deux enfants : à 67 % du salaire moyen; à 100 % du salaire moyen et à 200 % du salaire moyen;
- 4 scénarios de couple sans enfants : à 100 % du salaire moyen (un conjoint gagne un revenu équivalant à 100 % du salaire moyen, l'autre conjoint ne travaille pas); à 133 % du salaire moyen (un conjoint gagne un revenu équivalant à 100 % du salaire moyen, l'autre conjoint gagne un revenu équivalant à 33 % du salaire moyen); à 167 % du salaire moyen (100 % du salaire moyen + 67 % du salaire moyen) et à 334 % du salaire moyen (les deux conjoints gagnent un revenu équivalant à 167 % du salaire moyen);
- 4 scénarios de couple avec deux enfants : à 100 % du salaire moyen (un conjoint gagne un revenu équivalant à 100 % du salaire moyen, l'autre conjoint ne travaille pas); à 133 % du salaire moyen (un conjoint gagne un revenu équivalant à 100 % du salaire moyen, l'autre conjoint gagne un revenu équivalant à 33 % du salaire moyen); à 167 % du salaire moyen (100 % du salaire moyen + 67 % du salaire moyen) et à 334 % du salaire moyen (les deux conjoints gagnent un revenu équivalant à 167 % du salaire moyen).

À titre illustratif, pour le Québec, ces niveaux de salaires vont donc de près de 30 000 \$ à près de 90 000 \$ pour les personnes seules et les familles monoparentales et de près de 45 000 \$ à près de 150 000 \$ pour les couples avec ou sans enfants.

Dans tous les cas, selon la méthodologie de l'OCDE, il est supposé que :

- les contribuables ont moins de 65 ans et ne souffrent d'aucun handicap;
- le lieu de résidence à l'intérieur de la juridiction n'ouvre pas droit à des prestations ou crédits particuliers;
- les ménages ne disposent pas d'autres sources de revenus que les salaires versés et les prestations sociales reçues;
- les enfants n'utilisent pas les services de garde et ne souffrent d'aucun handicap.

Le calcul de la charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation dans les provinces canadiennes

L'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de Statistique Canada recueille des renseignements détaillés sur les dépenses des ménages et collecte aussi notamment des données sur le revenu annuel des membres du ménage et ses caractéristiques démographiques. L'enquête est effectuée annuellement dans les 10 provinces. L'EDM la plus récente couvre l'année 2013. Par contre, pour suivre les étapes de la méthodologie de l'OCDE, il est nécessaire d'utiliser les microdonnées de l'enquête. Ces microdonnées les plus récentes sont celles de 2009.

À partir de l'EDM 2009, les étapes suivantes ont été effectuées, pour chacune des provinces :

- 1) Isoler les ménages qui correspondent aux caractéristiques non monétaires, soit les célibataires de moins de 65 ans, les couples sans enfants, les couples avec deux enfants et les familles monoparentales avec deux enfants.
- 2) Isoler les ménages qui ont un revenu disponible similaire à ceux déterminés après le calcul du taux de charge fiscale nette de 2009.
- 3) Mesurer, pour ces ménages, les dépenses de consommation moyenne pour toutes les catégories de dépenses⁶.
- 4) Déterminer les dépenses taxables :
 - Pour simplifier, il a été décidé que les biens et services taxables sélectionnés sont les mêmes dans chaque province, soit ceux soumis à la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale.
- 5) Calculer les taxes de vente (TPS et taxe provinciale) payées avec les taux de taxes de 2009, ce qui permet de mesurer le montant de dépenses excluant les taxes.
- 6) Mesurer le pourcentage du revenu disponible qui sert à payer des dépenses taxables (sans les taxes) :

⁶ Pour une description plus détaillée de la procédure suivie à ce sujet, vous référer à : L. Godbout et S. St-Cerny (2011). *La perception du caractère régressif des taxes à la consommation au Québec est-elle fondée?* Cahier de recherche no 2011-01, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke. 38 p.

- La méthodologie proposée par l'OCDE fait en sorte qu'à partir de l'EDM, les échantillons par province sont souvent très petits. Les pourcentages des revenus disponibles servant aux dépenses taxables sont alors très variables d'une province à l'autre selon le ménage.
- Pour éviter cette volatilité, pour chacun des types de ménage-revenu, la moyenne des pourcentages des dix provinces en excluant les valeurs extrêmes. Ces taux de revenus disponibles consacrés à des dépenses taxables sont ensuite appliqués à toutes les provinces. Les taux alors obtenus sont les suivants :

Tableau 2 Part du revenu disponible en dépenses taxables

Célibataire sans enfants	67 %	51,9 %
	100 %	47,6 %
	200 %	40,5 %
Couple sans enfants	100 % + 0 %	52,3 %
	100 % + 33 %	48,1 %
	100 % + 67 %	47,0 %
	167 % + 167 %	37,4 %
Couple avec enfants	100 % + 0 %	53,8 %
	100 % + 33 %	51,7 %
	100 % + 67 %	46,0 %
	167 % + 167 %	37,5 %
Famille monoparentale	67 %	50,4 %
	100 %	44,7 %
	200 %	42,7 %

- 7) Appliquer ce pourcentage aux revenus disponibles de 2014.
- 8) Appliquer ensuite les taux de taxes de 2014 pour mesurer les taxes payées en 2014.

Tableau 3 Taux des taxes de vente utilisés, 2014⁷

	TPS	TVP	Taux combiné
Terre-Neuve-et-Labrador	5 %	8 % (TVH)	13 %
Île-du-Prince-Édouard	5 %	9 % (TVH)	14 %
Nouvelle-Écosse	5 %	10 % (TVH)	15 %
Nouveau-Brunswick	5 %	8 % (TVH)	13 %
Québec	5 %	9,975 %	14,975 %
Ontario	5 %	8 % (TVH)	13 %
Manitoba	5 %	8 %	13 %
Saskatchewan	5 %	5 %	10 %
Alberta	5 %	aucune	5 %
Colombie-Britannique	5 %	7 %	12 %

Source : Taux des taxes de vente au Canada en 2014, <http://www.fbl.com/boite-outils>

⁷ Des hausses de la portion provinciale de leur taux de TVH ont été annoncées dans trois provinces : au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador (hausse de 2 points au 1^{er} juillet 2016), ainsi qu'à l'Île-du-Prince-Édouard (hausse de 1 point au 1^{er} octobre 2016). Ces hausses portent le taux de la TVH de ces provinces à 15 %. Le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont annoncé en parallèle une hausse du crédit d'impôt provincial remboursable accordé aux ménages à revenu faible ou moyen.

Il est alors possible de calculer le taux de charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation payées.

2. LES RÉSULTATS

La présente section présente les résultats obtenus par étape. D'abord, seulement les impôts et les cotisations payées, ensuite sont ajoutées les taxes à la consommation payées. En troisième étape, nous revenons au concept habituel de charge fiscale nette et finalement, nous y ajoutons les taxes à la consommation payées. Dans chaque cas, nous présenterons un tableau avec les taux des 14 situations familiales pour chacune des provinces⁸ et un tableau qui indique le rang de chacune des provinces pour les situations familiales prises une à la fois. Le rang 1 indiquant le taux le plus faible et le rang 10, le plus élevé. L'avantage de cette façon de faire est d'observer comment la charge évolue en ajoutant un élément à la fois.

Ainsi, les quatre étapes sont les suivantes :

1. La charge fiscale brute sans prise en compte des taxes à la consommation

$$CFB = \frac{[IR + CSP]}{R}$$

2. La charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation

$$CFB2 = \frac{[IR + CSP + TC]}{R}$$

3. La charge fiscale nette sans prise en compte des taxes à la consommation

$$CFN = \frac{[IR + CSP - PRP]}{R}$$

4. La charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation

$$CFN2 = \frac{[IR + CSP + TC - PRP]}{R}$$

Rappel :
R = le revenu du particulier;
IR = la somme des impôts sur le revenu du particulier;
CSP = la somme des cotisations de sécurité sociale à la charge du particulier;
PRP = les prestations reçues par le particulier;
TC = les taxes à la consommation (TVQ et TPS) payées par le particulier.

⁸ L'annexe 2 présente les calculs détaillés pour chacune des provinces.

2.1. La charge fiscale brute (sans prise en compte des taxes à la consommation)

Le tableau 4 présente les résultats de calcul de la charge fiscale brute, donc la somme des impôts et des cotisations sociales en pourcentage du revenu, et le tableau 5 montre les rangs des provinces selon la situation familiale et les niveaux de revenu.

Célibataire

Pour les célibataires, les taux de charge fiscale brute vont d'un minimum de 17,7 % en Colombie-Britannique pour ceux qui ont un salaire égal à 67 % du salaire moyen à un maximum de 33,3 %, au Québec pour un salaire équivalant à 200 % du salaire moyen. Dans les trois cas de célibataires, c'est en Colombie-Britannique que les taux sont les plus bas, suivi de l'Ontario.

À 67 % du salaire moyen, les taux les plus élevés sont au Manitoba et en Alberta. À 100 % du salaire moyen, les taux les plus élevés, après celui du Québec, se trouvent à Terre-Neuve-et-Labrador et au Manitoba. Enfin, à 200 %, on trouve les taux les plus élevés, toujours après celui du Québec, en Nouvelle-Écosse et au Manitoba.

Couple sans enfants

Pour les cas de couples sans enfants, les taux vont de 16,9 % en Colombie-Britannique pour un salaire familial de 100 % du salaire moyen (un seul revenu) à un maximum de 31,9 % au Québec quand le revenu équivaut à 334 % du salaire moyen (deux revenus).

Dans les quatre cas de couples sans enfants, c'est encore en Colombie-Britannique qu'on trouve les taux les plus bas, suivi de l'Ontario (sauf pour le niveau de revenu le plus bas où un seul conjoint a un revenu).

Pour les taux les plus élevés, on les trouve surtout au Québec (sauf pour le revenu le plus bas) et à Terre-Neuve-et-Labrador (sauf pour le revenu le plus élevé).

Couple avec enfants

Pour le niveau de revenu le plus faible (100 % du salaire moyen et un seul revenu), les couples avec deux enfants ont les taux les plus faibles en Saskatchewan (13,9 %) et ensuite en Colombie-Britannique. Pour les trois autres niveaux de revenus (deux revenus équivalant à 133 %, 167 % et 334 % du salaire moyen), les taux les plus bas sont en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Ontario.

Les taux les plus élevés se retrouvent à Terre-Neuve-et-Labrador pour le premier niveau de revenu et au Québec pour les trois autres.

Famille monoparentale

Finalement, pour les familles monoparentales avec deux enfants, le taux le plus bas est au Nouveau-Brunswick pour le premier niveau de revenu et en Colombie-Britannique pour les deux autres niveaux. C'est au Québec qu'on trouve les taux les plus élevés pour les trois cas.

Tableau 4 Les taux de charge fiscale brute par province, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
Célibataire	67%	20,5%	20,0%	19,6%	19,3%	20,5%	19,0%	21,2%	20,4%	20,9%	17,7%
	100%	25,6%	24,2%	24,7%	23,8%	26,5%	23,3%	25,3%	25,2%	25,1%	21,3%
	200%	31,0%	31,0%	31,8%	30,9%	33,3%	29,5%	31,7%	30,7%	29,7%	26,8%
Couple sans enfants	100 % et 0 %	21,4%	18,5%	19,1%	17,4%	18,3%	19,1%	19,5%	18,7%	19,4%	16,9%
	100 % et 33 %	22,5%	20,6%	21,1%	20,4%	21,7%	19,9%	21,7%	21,4%	21,7%	18,1%
	100 % et 67 %	23,6%	22,5%	22,7%	22,3%	24,4%	21,6%	23,6%	23,3%	23,4%	19,9%
	167 % et 167 %	29,4%	29,5%	30,4%	29,5%	31,9%	27,1%	30,0%	29,2%	28,4%	25,1%
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	19,0%	16,9%	17,6%	15,9%	16,9%	16,4%	16,4%	13,9%	16,4%	15,0%
	100 % et 33 %	20,6%	19,4%	19,9%	19,3%	20,7%	18,3%	19,8%	17,7%	19,4%	16,6%
	100 % et 67 %	22,2%	21,5%	21,7%	21,4%	23,6%	20,3%	22,1%	20,4%	22,5%	18,7%
	167 % et 167 %	29,0%	29,0%	30,0%	29,1%	31,5%	26,7%	29,5%	28,0%	28,1%	24,7%
Monoparentale, deux enfants	67%	10,9%	10,0%	9,1%	6,7%	14,0%	8,6%	8,7%	8,2%	10,7%	8,9%
	100%	20,1%	16,9%	17,6%	15,9%	22,1%	17,2%	17,3%	16,2%	18,3%	15,5%
	200%	28,2%	27,4%	28,2%	27,4%	31,1%	26,5%	28,1%	26,2%	26,3%	23,8%

Tableau 5 Rang des provinces relatif aux charges fiscales brutes selon les situations familiales, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
		Rang									
Célibataire	67%	8	5	4	3	7	2	10	6	9	1
	100%	9	4	5	3	10	2	8	7	6	1
	200%	6	7	9	5	10	2	8	4	3	1
Couple sans enfants	100 % et 0 %	10	4	7	2	3	6	9	5	8	1
	100 % et 33 %	10	4	5	3	8	2	7	6	9	1
	100 % et 67 %	8	4	5	3	10	2	9	6	7	1
	167 % et 167 %	5	6	9	7	10	2	8	4	3	1
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	10	7	9	3	8	5	6	1	4	2
	100 % et 33 %	9	5	8	4	10	3	7	2	6	1
	100 % et 67 %	8	5	6	4	10	2	7	3	9	1
	167 % et 167 %	5	6	9	7	10	2	8	3	4	1
Monoparentale, deux enfants	67%	9	7	6	1	10	3	4	2	8	5
	100%	9	4	7	2	10	5	6	3	8	1
	200%	8	5	9	6	10	4	7	2	3	1
	Rang	Nombre de fois selon le rang									
	Plus bas (1)	0	0	0	1	0	0	0	1	0	12
	2	0	0	0	2	0	8	0	3	0	1
	3	0	0	0	5	1	2	0	3	3	0
	4	0	5	1	2	0	1	1	2	2	0
	5	2	4	3	1	0	2	0	1	0	1
	6	1	2	2	1	0	1	2	3	2	0
	7	0	3	2	2	1	0	4	1	1	0
	8	4	0	1	0	2	0	4	0	3	0
	9	4	0	5	0	0	0	2	0	3	0
	Plus haut (10)	3	0	0	0	10	0	1	0	0	0

En 2014, sur les 14 situations familiales analysées en ce qui concerne le taux de charge fiscale brute :

- Le Québec a 10 fois le taux le plus élevé. Les cas où le Québec n'a pas le taux le plus élevé sont pour les niveaux de revenu les plus faibles des situations familiales.
- Terre-Neuve-et-Labrador se classe 11 fois avec des taux au 8^e, 9^e et 10^e rang.
- La Colombie-Britannique a 12 fois le taux le plus faible et une fois le 2^e taux le plus faible.
- L'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan sont les provinces où il y a ensuite le plus grand nombre de taux avec des rangs inférieurs (du 1^{er} au 3^e rang).

2.2. La charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation

Pour la charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation, les tableaux 6 et 7 résument les résultats obtenus.

Célibataire

Pour les célibataires, les taux de charge fiscale brute vont d'un minimum de 22,9 % en Colombie-Britannique pour ceux qui ont un salaire égal à 67 % du salaire moyen, à un maximum de 37,4 % au Québec pour un salaire équivalant à 200 % du salaire moyen. Dans tous les cas de célibataires, c'est en Colombie-Britannique que les taux sont les plus bas, suivi de l'Alberta.

À 67 % du salaire moyen, les taux les plus élevés sont au Québec et au Manitoba. À 100 % du salaire moyen, le taux le plus élevé, après celui du Québec, se trouve à Terre-Neuve-et-Labrador. Enfin, à 200 %, on trouve les taux les plus élevés en Nouvelle-Écosse et au Québec.

Couple sans enfants

Pour les cas de couples sans enfants, les taux vont de 21,5 % en Alberta pour un salaire familial de 100 % du salaire moyen (un seul revenu), à un maximum de 35,7 % au Québec quand le revenu équivalait à 334 % du salaire moyen (deux revenus).

Dans les trois cas de couples sans enfants avec deux revenus, c'est en Colombie-Britannique qu'on trouve les taux les plus bas.

Pour les taux les plus élevés, on les trouve à Terre-Neuve-et-Labrador dans le premier cas et au Québec pour les trois autres cas.

Couple avec enfants

Pour les deux niveaux de revenu le plus faible, les couples avec deux enfants ont les taux les plus faibles en Alberta. Pour les deux autres cas, c'est en Colombie-Britannique.

Les taux les plus élevés se retrouvent, dans tous les cas, au Québec.

Famille monoparentale

Finalement, pour les familles monoparentales avec deux enfants, le taux le plus bas est en Alberta pour le premier niveau de revenu, en Saskatchewan pour le second et en Colombie-Britannique pour le troisième. C'est au Québec qu'on trouve les taux les plus élevés.

Tableau 6 Les taux de charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation, par province, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
Célibataire	67%	26,0%	25,9%	26,0%	24,8%	27,1%	24,5%	26,6%	24,6%	22,9%	22,9%
	100%	30,2%	29,3%	30,1%	28,5%	31,8%	28,0%	29,9%	28,8%	26,9%	25,8%
	200%	34,6%	34,9%	35,9%	34,6%	37,4%	33,2%	35,3%	33,5%	31,1%	30,3%
Couple sans enfants	100 % et 0 %	26,8%	24,6%	25,5%	23,0%	24,8%	24,6%	24,9%	23,0%	21,5%	22,1%
	100 % et 33 %	27,3%	26,0%	26,8%	25,4%	27,4%	24,9%	26,6%	25,2%	23,6%	22,8%
	100 % et 67 %	28,3%	27,6%	28,1%	27,0%	29,8%	26,4%	28,3%	26,9%	25,2%	24,4%
	167 % et 167 %	32,8%	33,2%	34,3%	33,0%	35,7%	30,6%	33,4%	31,8%	29,7%	28,5%
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	25,0%	24,0%	24,9%	22,3%	25,1%	22,7%	22,8%	18,8%	18,8%	20,9%
	100 % et 33 %	26,2%	25,6%	26,4%	25,0%	27,5%	24,0%	25,4%	22,2%	21,6%	22,0%
	100 % et 67 %	26,9%	26,7%	27,3%	26,2%	29,3%	25,1%	26,9%	24,1%	24,3%	23,3%
	167 % et 167 %	32,4%	32,7%	33,9%	32,5%	35,4%	30,2%	32,9%	30,7%	29,4%	28,1%
Monoparentale, deux enfants	67%	17,9%	18,5%	18,0%	14,5%	23,8%	16,3%	16,3%	13,8%	13,3%	15,6%
	100%	25,1%	22,8%	23,7%	21,2%	28,5%	22,4%	22,6%	20,2%	20,2%	20,3%
	200%	32,3%	31,8%	32,9%	31,5%	35,8%	30,6%	32,1%	29,4%	27,8%	27,8%

Tableau 7 Rang des provinces relatif aux charges fiscales brutes incluant les taxes à la consommation, selon les situations familiales, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
		Rang									
Célibataire	67%	7	6	8	5	10	3	9	4	2	1
	100%	9	6	8	4	10	3	7	5	2	1
	200%	6	7	9	5	10	3	8	4	2	1
Couple sans enfants	100 % et 0 %	10	5	9	4	7	6	8	3	1	2
	100 % et 33 %	9	6	8	5	10	3	7	4	2	1
	100 % et 67 %	8	6	7	5	10	3	9	4	2	1
	167 % et 167 %	5	7	9	6	10	3	8	4	2	1
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	9	7	8	4	10	5	6	2	1	3
	100 % et 33 %	8	7	9	5	10	4	6	3	1	2
	100 % et 67 %	8	6	9	5	10	4	7	2	3	1
	167 % et 167 %	5	7	9	6	10	3	8	4	2	1
Monoparentale, deux enfants	67%	7	9	8	3	10	6	5	2	1	4
	100%	9	7	8	4	10	5	6	1	2	3
	200%	8	6	9	5	10	4	7	3	2	1
	<u>Rang</u>	Nombre de fois selon le rang									
	Plus bas (1)	0	0	0	0	0	0	0	1	4	9
	2	0	0	0	0	0	0	0	3	9	2
	3	0	0	0	1	0	7	0	3	1	2
	4	0	0	0	4	0	3	0	6	0	1
	5	2	1	0	7	0	2	1	1	0	0
	6	1	6	0	2	0	2	3	0	0	0
	7	2	6	1	0	1	0	4	0	0	0
	8	4	0	6	0	0	0	4	0	0	0
	9	4	1	7	0	0	0	2	0	0	0
	Plus haut (10)	1	0	0	0	13	0	0	0	0	0

En 2014, sur les 14 situations familiales analysées en ce qui concerne le taux de charge fiscale brute qui inclut les taxes à la consommation :

- Le Québec a 13 fois sur 14 le taux le plus élevé;
- La Colombie-Britannique est la province où il y a le plus de 1ers rangs (9), suivi de l'Alberta (4). En fait, les provinces où il y a le plus grand nombre de taux avec des rangs inférieurs (du 1^{er} au 3^e rang) sont l'Alberta et la Colombie-Britannique.

L'ajout des taxes à la consommation au calcul de charge fiscale brute a détérioré la position relative du Québec qui a plus de derniers rangs. C'est aussi le cas de la Nouvelle-Écosse qui est passée de 6 fois avec des taux parmi les plus élevés (8^e et 9^e rang) à 13 fois.

À l'autre extrême, l'Alberta a vu sa position relative s'améliorer grandement. En effet, sans l'ajout des taxes à la consommation, elle obtenait 6 fois des positions parmi les trois rangs les plus élevés et 2 fois des positions parmi les rangs les plus bas. Or, avec l'ajout des taxes à la consommation au calcul de charge fiscale brute, elle a maintenant 14 fois des positions parmi les trois premiers rangs et aucune parmi les rangs les plus élevés. L'explication pour l'Alberta réside dans le fait que cette province n'a pas de taxe de vente provinciale. De plus, le salaire moyen y étant plus élevé, l'ajout des taxes en pourcentage du revenu a encore moins d'effet que dans les autres provinces.

2.3. La charge fiscale nette (sans prise en compte des taxes à la consommation)

Les tableaux 8 et 9 résument les résultats obtenus pour la charge fiscale nette.

Célibataire

Pour les célibataires sans enfants, les taux de charge fiscale nette vont d'un minimum de 16 % au Québec pour ceux qui ont un salaire égal à 67 % du salaire moyen, à un maximum de 33,3 %, toujours au Québec, pour un salaire équivalant à 200 % du salaire moyen.

Dans les trois cas de célibataires, c'est en Colombie-Britannique que les taux sont les plus bas (2^e après le Québec à 67 % du salaire moyen), suivi de l'Ontario.

À 67 % du salaire moyen, les taux les plus élevés sont en Alberta, au Manitoba et à Terre-Neuve-et-Labrador. À 100 % du salaire moyen, les taux les plus élevés, après celui du Québec, se trouvent à Terre-Neuve-et-Labrador et au Manitoba. Enfin, à 200 %, on trouve les taux les plus élevés, toujours après celui du Québec, en Nouvelle-Écosse et au Manitoba.

Couple sans enfants

Pour les cas de couples sans enfants, les taux vont de 16,9 % au Québec pour un salaire familial de 100 % du salaire moyen (un seul revenu) à un maximum de 31,9 % quand le revenu équivaut à 334 % du salaire moyen (deux revenus).

Dans les quatre cas de couples sans enfants, sauf au niveau de revenu le plus faible, c'est encore en Colombie-Britannique qu'on trouve les taux les plus bas, suivi de l'Ontario.

Pour les taux les plus élevés, on les trouve surtout au Québec (sauf pour le revenu le plus bas), à Terre-Neuve-et-Labrador (sauf pour le revenu le plus élevé), en Alberta pour les revenus plus bas.

Couple avec enfants

Pour le niveau de revenu le plus faible (100 % du salaire moyen et un seul revenu), les couples avec deux enfants ont les taux les plus faibles au Québec (-0,7 %, seul taux négatif pour les cas de couples avec enfants) et ensuite à l'Île-du-Prince-Édouard. Pour les deux niveaux suivants (deux revenus équivalant à 133 % et à 167 % du salaire moyen), les taux les plus bas sont au Québec et en Colombie-Britannique. Enfin, pour le niveau de revenu le plus élevé (334 % du salaire moyen), les taux les plus bas sont en Colombie-Britannique et en Ontario.

Les taux les plus élevés se retrouvent à Terre-Neuve-et-Labrador et en Alberta dans les trois premiers niveaux de revenu et au Québec et en Nouvelle-Écosse pour le niveau de revenu le plus élevé.

Famille monoparentale

Finalement, pour les familles monoparentales avec deux enfants, les taux les plus bas sont au Québec pour les deux premiers niveaux de revenus. Notons toutefois que le taux de charge fiscale nette est négatif dans chacune des provinces quand le salaire équivaut à 67 % du salaire moyen. C'est en Alberta

qu'on trouve le taux le plus élevé pour le premier niveau de revenu et à Terre-Neuve-et-Labrador pour les deux autres niveaux.

Tableau 8 Les taux de charge fiscale nette par province, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
Célibataire	67%	19,4%	18,1%	17,3%	17,9%	16,0%	17,7%	19,8%	18,7%	20,5%	16,4%
	100%	25,6%	23,4%	24,6%	23,8%	25,8%	23,3%	25,3%	25,2%	25,1%	21,3%
	200%	31,0%	31,0%	31,8%	30,9%	33,3%	29,5%	31,7%	30,7%	29,7%	26,8%
Couple sans enfants	100 % et 0 %	21,4%	17,4%	18,8%	17,1%	16,9%	19,1%	19,4%	18,6%	19,4%	16,9%
	100 % et 33 %	22,5%	20,4%	21,1%	20,4%	21,7%	19,9%	21,7%	21,4%	21,7%	18,1%
	100 % et 67 %	23,6%	22,5%	22,7%	22,3%	24,4%	21,6%	23,6%	23,3%	23,4%	19,9%
	167 % et 167 %	29,4%	29,5%	30,4%	29,5%	31,9%	27,1%	30,0%	29,2%	28,4%	25,1%
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	14,0%	5,7%	9,1%	7,9%	-0,7%	9,5%	9,3%	8,2%	11,5%	8,9%
	100 % et 33 %	17,9%	14,5%	15,7%	15,2%	11,6%	15,1%	16,0%	14,9%	17,3%	13,4%
	100 % et 67 %	20,7%	18,5%	19,2%	18,9%	17,9%	18,6%	19,9%	18,9%	21,6%	16,8%
	167 % et 167 %	29,0%	29,0%	30,0%	29,1%	30,7%	26,7%	29,5%	28,0%	28,1%	24,7%
Monoparentale, deux enfants	67%	-6,3%	-19,2%	-17,8%	-18,2%	-30,2%	-17,7%	-14,8%	-11,1%	-3,5%	-11,1%
	100%	15,1%	5,8%	9,1%	7,9%	4,7%	10,8%	9,2%	10,6%	13,7%	9,4%
	200%	27,7%	25,6%	26,8%	26,0%	27,4%	25,7%	26,9%	25,6%	26,3%	22,9%

Tableau 9 Rang des provinces relatif aux charges fiscales nettes selon les situations familiales, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
		Rang									
Célibataire	67%	8	6	3	5	1	4	9	7	10	2
	100%	9	3	5	4	10	2	8	7	6	1
	200%	6	7	9	5	10	2	8	4	3	1
Couple sans enfants	100 % et 0 %	10	4	6	3	1	7	8	5	9	2
	100 % et 33 %	10	3	5	4	9	2	7	6	8	1
	100 % et 67 %	8	4	5	3	10	2	9	6	7	1
	167 % et 167 %	5	6	9	7	10	2	8	4	3	1
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	10	2	6	3	1	8	7	4	9	5
	100 % et 33 %	10	3	7	6	1	5	8	4	9	2
	100 % et 67 %	9	3	7	6	2	4	8	5	10	1
	167 % et 167 %	5	6	9	7	10	2	8	3	4	1
Monoparentale, deux enfants	67%	9	2	4	3	1	5	6	7	10	8
	100%	10	2	4	3	1	8	5	9	7	6
	200%	10	2	7	5	9	4	8	3	6	1
	Rang	Nombre de fois selon le rang									
	Plus bas (1)	0	0	0	0	6	0	0	0	0	8
	2	0	4	0	0	1	6	0	0	0	3
	3	0	4	1	5	0	0	0	2	2	0
	4	0	2	2	2	0	3	0	4	1	0
	5	2	0	3	3	0	2	1	2	0	1
	6	1	3	2	2	0	0	1	2	2	1
	7	0	1	3	2	0	1	2	3	2	0
	8	2	0	0	0	0	2	8	0	1	1
	9	3	0	3	0	2	0	2	1	3	0
	Plus haut (10)	6	0	0	0	5	0	0	0	3	0

En 2014, sur les 14 situations familiales analysées :

- Le Québec a 6 fois le taux le plus faible et 5 fois le taux le plus élevé. En fait, le Québec performe mieux aux niveaux de revenu faible et quand il y a des enfants.
- La Colombie-Britannique a 8 fois le taux le plus bas et jamais le taux le plus élevé.
- Terre-Neuve-et-Labrador a 6 fois le taux le plus élevé et l'Alberta, 3 fois :
 - o Les résultats de l'Alberta s'expliquent notamment par le fait que dans cette province, le salaire moyen est plus élevé. Or, les revenus déterminant la partie fédérale des impôts et des prestations sont uniformes, peu importe la province. Donc, pour une proportion donnée du salaire moyen égale pour l'ensemble des provinces, les impôts fédéraux seront plus élevés dans une province comme l'Alberta et plusieurs prestations fédérales qui varient en fonction du revenu, seront moindres.

2.4. La charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation

Cette fois, le tableau 10 présente les résultats des calculs de charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation et le tableau 11, les rangs dans chacune des provinces selon les situations familiales et les niveaux de revenu.

Célibataire

Pour les célibataires sans enfants, c'est en Colombie-Britannique qu'on trouve les taux les plus bas.

À 67 % du salaire moyen, les taux les plus élevés sont au Manitoba et à Terre-Neuve-et-Labrador. À 100 % du salaire moyen, les taux les plus élevés, après celui du Québec, se trouvent à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse. Enfin, à 200 %, on trouve les taux les plus élevés, au Québec, en Nouvelle-Écosse et au Manitoba.

Couple sans enfants

Pour les cas de couples sans enfants, les taux sont les plus bas en Alberta et en Colombie-Britannique. Les rangs obtenus au Québec changent peu sauf pour le taux du niveau de revenu le plus bas qui passe du 1^{er} au 6^e rang.

Pour les taux les plus élevés, on les trouve au Québec (sauf pour le revenu le plus bas), à Terre-Neuve-et-Labrador (sauf pour le revenu le plus élevé) et en Nouvelle-Écosse.

Couple avec enfants

Pour les deux premiers niveaux de revenu, les couples avec deux enfants ont les taux les plus faibles au Québec. Pour les deux niveaux suivants, les taux les plus bas sont en Colombie-Britannique.

Les taux les plus élevés se retrouvent à Terre-Neuve-et-Labrador dans les trois premiers niveaux de revenu et au Québec pour le niveau de revenu le plus élevé.

Famille monoparentale

Finalement, pour les familles monoparentales avec deux enfants, les taux les plus bas sont au Québec pour les deux premiers niveaux de revenus. Les taux de charge fiscale nette demeurent négatifs dans chacune des provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, quand le salaire équivaut à 67 % du salaire moyen même lorsqu'on ajoute les taxes à la consommation payées. C'est maintenant à Terre-Neuve-et-Labrador qu'on trouve le taux le plus élevé pour les deux premiers niveaux de revenu et au Québec pour le dernier niveau de revenu.

Tableau 10 Les taux de charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation, par province, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
Célibataire	67%	24,8%	24,0%	23,7%	23,4%	22,5%	23,3%	25,2%	22,9%	22,5%	21,6%
	100%	30,2%	28,5%	30,0%	28,5%	31,1%	28,0%	29,9%	28,8%	26,9%	25,8%
	200%	34,6%	34,9%	35,9%	34,6%	37,4%	33,2%	35,3%	33,5%	31,1%	30,3%
Couple sans enfants	100 % et 0 %	26,8%	23,4%	25,2%	22,8%	23,4%	24,6%	24,9%	22,8%	21,5%	22,1%
	100 % et 33 %	27,3%	25,8%	26,8%	25,4%	27,4%	24,9%	26,6%	25,2%	23,6%	22,8%
	100 % et 67 %	28,3%	27,6%	28,1%	27,0%	29,8%	26,4%	28,3%	26,9%	25,2%	24,4%
	167 % et 167 %	32,8%	33,2%	34,3%	33,0%	35,7%	30,6%	33,4%	31,8%	29,7%	28,5%
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	20,0%	12,8%	16,4%	14,4%	7,4%	15,8%	15,7%	13,1%	13,9%	14,8%
	100 % et 33 %	23,4%	20,7%	22,3%	20,9%	18,4%	20,8%	21,7%	19,3%	19,5%	18,7%
	100 % et 67 %	25,5%	23,8%	24,8%	23,8%	23,6%	23,4%	24,7%	22,6%	23,4%	21,4%
	167 % et 167 %	32,4%	32,7%	33,9%	32,5%	34,6%	30,2%	32,9%	30,7%	29,4%	28,1%
Monoparentale, deux enfants	67%	0,7%	-10,8%	-8,9%	-10,5%	-20,3%	-10,0%	-7,3%	-5,5%	-0,9%	-4,4%
	100%	20,0%	11,7%	15,2%	13,3%	11,1%	16,0%	14,4%	14,6%	15,7%	14,3%
	200%	31,8%	30,1%	31,5%	30,1%	32,1%	29,8%	31,0%	28,8%	27,8%	26,8%

Tableau 11 Rang des provinces relatif aux charges fiscales nettes incluant les taxes à la consommation selon les situations familiales, 2014

		T-N-L	IPÉ	NÉ	NB	Québec	Ontario	Manitoba	Sask	Alberta	CB
		Rang									
Célibataire	67%	9	8	7	6	2	5	10	4	3	1
	100%	9	4	8	5	10	3	7	6	2	1
	200%	6	7	9	5	10	3	8	4	2	1
Couple sans enfants	100 % et 0 %	10	5	9	3	6	7	8	4	1	2
	100 % et 33 %	9	6	8	5	10	3	7	4	2	1
	100 % et 67 %	9	6	7	5	10	3	8	4	2	1
	167 % et 167 %	5	7	9	6	10	3	8	4	2	1
Couple avec deux enfants	100 % et 0 %	10	2	9	5	1	8	7	3	4	6
	100 % et 33 %	10	5	9	7	1	6	8	3	4	2
	100 % et 67 %	10	7	9	6	5	4	8	2	3	1
	167 % et 167 %	5	7	9	6	10	3	8	4	2	1
Monoparentale, deux enfants	67%	10	2	5	3	1	4	6	7	9	8
	100%	10	2	7	3	1	9	5	6	8	4
	200%	9	5	8	6	10	4	7	3	2	1
	Rang										
	Plus bas (1)	0	0	0	0	4	0	0	0	1	9
	2	0	3	0	0	1	0	0	1	7	2
	3	0	0	0	3	0	6	0	3	2	0
	4	0	1	0	0	0	3	0	7	2	1
	5	2	3	1	5	1	1	1	0	0	0
	6	1	2	0	5	1	1	1	2	0	1
	7	0	4	3	1	0	1	4	1	0	0
	8	0	1	3	0	0	1	7	0	1	1
	9	5	0	7	0	0	1	0	0	1	0
	Plus haut (10)	6	0	0	0	7	0	1	0	0	0

En 2014, sur les 14 situations familiales analysées :

- Le Québec a 4 fois le taux le plus faible et 7 fois le taux le plus élevé. Le Québec performe mieux aux niveaux de revenu faible et quand il y a des enfants.
- La Colombie-Britannique a 9 fois le taux le plus bas et jamais le taux le plus élevé.
- Terre-Neuve-et-Labrador a 6 fois le taux le plus élevé.

L'ajout des taxes à la consommation dans le calcul des taux de charge fiscale nette modifie la performance de certaines provinces en termes de rang. Notamment :

- Étant donné qu'il n'y a pas de taxe de vente provinciale en Alberta et donc, que les biens et services taxés sont soumis à la seule taxe fédérale, cette province a maintenant 10 fois des taux parmi les 3 premiers rangs (versus 2 fois sans les taxes à la consommation) et seulement 2 fois des taux parmi les 3 rangs supérieurs (versus 7 fois précédemment).
- Le Québec a maintenant seulement 4 fois le taux le plus bas (versus 6 fois précédemment).
- En termes de positionnement relatif (plus de rangs élevés ou plus de rangs bas), les changements les plus importants sont en Alberta (plus de rangs bas et moins d'élevés), en Nouvelle-Écosse (plus de rangs élevés).

CONCLUSION

La comparaison interprovinciale des taux de charge fiscale nette en 2014 est similaire à celle effectuée pour l'année d'imposition 2010. Ainsi, le Québec performe relativement bien quand les niveaux de revenu sont plus bas et lorsqu'il y a des enfants. Autrement, les taux du Québec se retrouvent parmi les plus élevés. Les comparaisons avec la charge fiscale brute, qui ne tient pas compte des prestations offertes aux familles, confirment encore une fois que les bonnes performances du Québec s'expliquent surtout par des prestations plus généreuses.

L'inclusion, au calcul de charge fiscale, des taxes à la consommation payées en 2014 change les positions relatives de certaines provinces⁹. Les changements les plus importants concernent l'Alberta qui n'a pas de taxe de vente provinciale. Ainsi, les taux de charge fiscale qui incluent les taxes à la consommation payées font en sorte que l'Alberta se retrouve plus souvent avec des taux plus bas et moins souvent parmi les provinces avec des taux plus élevés.

Les changements relatifs pour le Québec sont un peu moins importants dans le cas de la charge fiscale brute, car il y a dans ce cas moins de taux bas. Par contre, pour la charge fiscale nette, le nombre de cas où le taux le plus bas est au Québec diminue de 6 à 4 lorsque les taxes à la consommation sont incluses dans le calcul. La Nouvelle-Écosse voit son nombre de cas avec des taux parmi les plus élevés augmenter.

La méthodologie utilisée pour calculer la charge fiscale en incluant les taxes à la consommation comporte son lot d'embûches et nécessite de poser plusieurs hypothèses. L'exercice demeure toutefois pertinent et amène des résultats légèrement différents pour certaines provinces, dont le Québec. Par contre, des travaux devraient être entrepris pour améliorer la méthodologie si l'OCDE désire intégrer pleinement les taxes à la consommation dans la détermination de la charge fiscale nette.

⁹ Rappelons que les calculs ne tiennent pas compte des récentes annonces de hausses des taux de TVH dans certaines provinces. Les prendre en compte changerait les ratios obtenus et pourraient modifier l'ordre des provinces quant aux taux de charge fiscale incluant les taxes à la consommation pour les cas analysés ici.

ANNEXE 1 LE CALCUL DE LA CHARGE FISCALE NETTE – ÉLÉMENTS DE LA MÉTHODOLOGIE

Impôts sur le revenu payés

Pour effectuer les comparaisons fiscales interprovinciales, il faut définir les impôts sur le revenu entrant dans le calcul de la charge fiscale des contribuables ainsi que les allègements fiscaux qui lui sont applicables¹⁰. L'OCDE reconnaît que la principale difficulté réside dans la détermination des allègements fiscaux. Il a été retenu les allègements à caractère forfaitaire et qui sont automatiquement consentis à tous les contribuables qui remplissent les conditions prévues par la législation. Il s'agit généralement des mesures fiscales dont bénéficient tous les contribuables en vue de prendre en compte leur situation personnelle (crédit personnel, personnes à charge, etc.). En outre, les mesures fiscales permettant de prendre en compte les cotisations de sécurité sociale payées sont également considérées. Conformément à la définition appliquée par l'OCDE, l'impôt sur le revenu fédéral et les impôts sur le revenu provinciaux ont été appliqués en considérant les déductions et crédits d'impôt non remboursables apparaissant au **tableau A1-1**.

Tableau A1-1 : Impôts, déductions et crédits d'impôt non remboursables considérés¹¹

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Fédéral
Impôts											
Fédéral	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Provincial	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Contribution santé					✓	✓				✓	
Déductions											
Déduction pour travailleur					✓						
Cotisations salariales	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Crédits d'impôt non remboursables											
Montant personnel de base *	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Montant pour personne vivant seule					✓						
Montant pour conjoint /personne à charge **	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Montant pour enfants								✓			✓
Montant canadien pour emploi											✓
Crédit pour réduction d'impôt	✓	✓	✓	✓		✓				✓	
Prestation fiscale pour les familles du Manitoba							✓				

* Au Québec, le montant personnel de base tient compte des cotisations payées au Régime des rentes du Québec, au Régime québécois d'assurance parentale et à l'Assurance-emploi.

** Le Québec permet le transfert entre conjoints des crédits d'impôt non remboursables inutilisés.

Cotisations sociales payées

Pour effectuer adéquatement les comparaisons fiscales interprovinciales, il faut également définir les cotisations sociales entrant dans la charge fiscale des ménages concernés. Pour ce faire, il est pris en

¹⁰ Une partie importante des calculs a été effectuée à l'aide du logiciel Taxprep (T1 -2014).

¹¹ La déduction pour frais de garde n'est pas intégrée à la méthodologie de l'OCDE puisqu'elle ne constitue pas un montant forfaitaire basé sur le revenu ou les caractéristiques familiaux. Elle n'est donc pas considérée dans la présente étude.

compte l'ensemble des cotisations sociales obligatoires versées par les salariés au Canada, que ces cotisations soient versées à l'État ou à des organismes de sécurité sociale effectivement contrôlés par l'État. Ces cotisations sont relativement homogènes au Canada, sauf exception. La cotisation au Régime québécois d'assurance parentale est unique au Québec et y diminue la cotisation à l'Assurance-emploi (dans les autres provinces, la cotisation parentale est intégrée à la cotisation à l'Assurance-emploi). De plus, les contribuables de toutes les provinces paient des cotisations similaires à la Régie des rentes (au Québec) ou au Régime de pension du Canada dans les autres provinces.

Prestations reçues

Enfin, il faut définir les prestations offertes par l'État que nous soustrayons de la charge fiscale des ménages concernés. Pour ce faire, l'OCDE considère les prestations en espèces de caractère général. Lorsqu'elles varient selon l'âge des enfants, l'OCDE applique les déductions fiscales ou les transferts en espèces les plus avantageux¹². Pour rendre uniformes les comparaisons, les crédits d'impôt récupérables sont également pris en compte au titre des prestations reçues. Ainsi, en plus de considérer les aides budgétaires telles les allocations familiales, la notion de prestations reçues comprend les crédits d'impôt remboursables pouvant même excéder le montant de l'impôt à verser. Ils sont généralement versés au contribuable sous forme de transferts d'espèces, sans égard à l'impôt à payer. À ce titre, les mesures décrites au **tableau A1-2** ont été considérées¹³. Il peut paraître étrange pour certains de considérer les crédits de taxe dans la comparaison alors que les taxes de vente ne sont pas prises en considération dans le calcul des impôts à payer. Toutefois, il faut noter que lorsque l'OCDE applique sa méthodologie au Canada dans ses publications, elle considère les crédits de taxe, car ils représentent une source de revenus des ménages déterminée sur la base de leur revenu familial.

Tableau A1-2 : **Prestations fiscales considérées**

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	C.-B.	Fédéral
<i>Prestations fiscales *</i>											
Crédit pour la TPS											✓
Supplément au revenu de travail				✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Prestation fiscale canadienne pour enfants (montant de base et supplément) / prestation pour enfant provinciale	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Crédit pour taxe de vente provinciale **	✓		✓		✓	✓		✓		✓	✓
Crédit d'impôt personnel remboursable							✓				
Crédit pour la taxe sur les mesures climatiques										✓	

* La prestation universelle pour la garde d'enfants est versée dans toutes les provinces. Cependant, elle ne fait pas l'objet de nos calculs, car elle est seulement versée relativement aux enfants de moins de six ans.

** Au Québec, il s'agit du crédit solidarité qui inclut aussi une portion pour les impôts fonciers dans certains cas.

¹² L'OCDE suppose que l'âge des enfants est de plus de cinq ans et de moins de douze ans. Cependant, l'Alberta a choisi de varier le montant de base que les résidents de cette province reçoivent au titre de la PFCE. Pour simplifier les calculs, nous posons l'hypothèse que les enfants ont entre 7 et 11 ans (pour l'Alberta, ce montant est plus important pour cette tranche d'âge que pour les enfants de moins de sept ans).

¹³ Aucun crédit lié aux frais de garde d'enfants n'a été considéré, ces frais étant nuls par hypothèse.

Au Canada, plusieurs provinces offrent des mesures d'aide au logement visant à subventionner l'écart entre le loyer et une portion du revenu familial. Ces mesures ne sont cependant pas prises en compte par la méthodologie de l'OCDE, car leur calcul n'est pas strictement basé sur le revenu des familles. De même, nous n'avons pas tenu compte des programmes de remboursement d'impôts fonciers offerts par certaines provinces dans nos estimations de charge fiscale nette lorsqu'ils sont déterminés en fonction du loyer ou de l'impôt foncier payé ou encore de la valeur de la résidence¹⁴.

¹⁴ Il s'agit du Crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et l'impôt foncier, de la Subvention pour les propriétaires résidentiels de la Colombie-Britannique et du Crédit d'impôt foncier pour l'habitation du Manitoba.

ANNEXE 2 TAUX DE CHARGE FISCALE, BRUTE ET NETTE AVEC ET SANS LES TAXES À LA CONSOMMATION

Tableau A2-1 Terre-Neuve-et-Labrador, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	34 955 \$	52 433 \$	104 866 \$	52 433 \$	69 911 \$	87 388 \$	174 777 \$	52 433 \$	69 911 \$	87 388 \$	174 777 \$	34 955 \$	52 433 \$	104 866 \$
Impôts fédéral et provincial	4 966 \$	10 111 \$	29 169 \$	7 901 \$	11 347 \$	15 077 \$	44 640 \$	6 631 \$	10 077 \$	13 807 \$	43 964 \$	1 591 \$	7 224 \$	26 282 \$
Cotisations sociales obligatoires	2 214 \$	3 336 \$	3 339 \$	3 336 \$	4 356 \$	5 550 \$	6 678 \$	3 336 \$	4 356 \$	5 550 \$	6 678 \$	2 214 \$	3 336 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2 633 \$	1 934 \$	1 235 \$	0 \$	5 182 \$	2 633 \$	535 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	415 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	830 \$	0 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	6 765 \$	13 447 \$	32 508 \$	11 237 \$	15 703 \$	20 627 \$	51 318 \$	7 334 \$	12 499 \$	18 122 \$	50 642 \$	-2 207 \$	7 927 \$	29 086 \$
Revenu disponible	28 190 \$	38 986 \$	72 358 \$	41 196 \$	54 207 \$	66 761 \$	123 458 \$	45 099 \$	57 411 \$	69 266 \$	124 134 \$	37 162 \$	44 506 \$	75 780 \$
Charge fiscale brute	20,5%	25,6%	31,0%	21,4%	22,5%	23,6%	29,4%	19,0%	20,6%	22,2%	29,0%	10,9%	20,1%	28,2%
Charge fiscale nette	19,4%	25,6%	31,0%	21,4%	22,5%	23,6%	29,4%	14,0%	17,9%	20,7%	29,0%	-6,3%	15,1%	27,7%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 901 \$	2 411 \$	3 809 \$	2 803 \$	3 389 \$	4 079 \$	6 000 \$	3 155 \$	3 861 \$	4 145 \$	6 044 \$	2 437 \$	2 585 \$	4 211 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	26,0%	30,2%	34,6%	26,8%	27,3%	28,3%	32,8%	25,0%	26,2%	26,9%	32,4%	17,9%	25,1%	32,3%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	24,8%	30,2%	34,6%	26,8%	27,3%	28,3%	32,8%	20,0%	23,4%	25,5%	32,4%	0,7%	20,0%	31,8%

Tableau A2-2 Île-du-Prince-Édouard, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	27 292 \$	40 938 \$	81 876 \$	40 938 \$	54 584 \$	68 230 \$	136 460 \$	40 938 \$	54 584 \$	68 230 \$	136 460 \$	27 292 \$	40 938 \$	81 876 \$
Impôts fédéral et provincial	3 754 \$	7 265 \$	22 051 \$	4 953 \$	7 866 \$	11 019 \$	33 540 \$	4 276 \$	7 189 \$	10 342 \$	32 864 \$	1 051 \$	4 300 \$	19 087 \$
Cotisations sociales obligatoires	1 691 \$	2 623 \$	3 339 \$	2 623 \$	3 382 \$	4 314 \$	6 678 \$	2 623 \$	3 382 \$	4 314 \$	6 678 \$	1 691 \$	2 623 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3 806 \$	2 547 \$	2 011 \$	0 \$	6 945 \$	3 806 \$	1 455 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	515 \$	291 \$	0 \$	470 \$	108 \$	0 \$	0 \$	756 \$	108 \$	0 \$	0 \$	980 \$	756 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	67 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	4 930 \$	9 597 \$	25 390 \$	7 106 \$	11 140 \$	15 333 \$	40 218 \$	2 337 \$	7 916 \$	12 645 \$	39 542 \$	-5 250 \$	2 361 \$	20 971 \$
Revenu disponible	22 362 \$	31 341 \$	56 486 \$	33 832 \$	43 444 \$	52 897 \$	96 242 \$	38 601 \$	46 668 \$	55 585 \$	96 918 \$	32 542 \$	38 577 \$	60 905 \$
Charge fiscale brute	20,0%	24,2%	31,0%	18,5%	20,6%	22,5%	29,5%	16,9%	19,4%	21,5%	29,0%	10,0%	16,9%	27,4%
Charge fiscale nette	18,1%	23,4%	31,0%	17,4%	20,4%	22,5%	29,5%	5,7%	14,5%	18,5%	29,0%	-19,2%	5,8%	25,6%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 624 \$	2 087 \$	3 203 \$	2 479 \$	2 925 \$	3 481 \$	5 037 \$	2 908 \$	3 380 \$	3 582 \$	5 082 \$	2 298 \$	2 413 \$	3 645 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	25,9%	29,3%	34,9%	24,6%	26,0%	27,6%	33,2%	24,0%	25,6%	26,7%	32,7%	18,5%	22,8%	31,8%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	24,0%	28,5%	34,9%	23,4%	25,8%	27,6%	33,2%	12,8%	20,7%	23,8%	32,7%	-10,8%	11,7%	30,1%

Tableau A2-3 Nouvelle-Écosse, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	28 919 \$	43 378 \$	86 756 \$	43 378 \$	57 837 \$	72 297 \$	144 593 \$	43 378 \$	57 837 \$	72 297 \$	144 593 \$	28 919 \$	43 378 \$	86 756 \$
Impôts fédéral et provincial	3 866 \$	7 921 \$	24 252 \$	5 504 \$	8 581 \$	11 786 \$	37 322 \$	4 827 \$	7 905 \$	11 110 \$	36 645 \$	824 \$	4 827 \$	21 159 \$
Cotisations sociales obligatoires	1 802 \$	2 789 \$	3 339 \$	2 789 \$	3 604 \$	4 591 \$	6 678 \$	2 789 \$	3 604 \$	4 591 \$	6 678 \$	1 802 \$	2 789 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3 245 \$	2 417 \$	1 837 \$	0 \$	6 570 \$	3 245 \$	1 260 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	670 \$	19 \$	0 \$	148 \$	0 \$	0 \$	0 \$	434 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 205 \$	434 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	4 998 \$	10 691 \$	27 591 \$	8 145 \$	12 185 \$	16 377 \$	44 000 \$	3 937 \$	9 092 \$	13 864 \$	43 323 \$	-5 149 \$	3 937 \$	23 238 \$
Revenu disponible	23 921 \$	32 687 \$	59 165 \$	35 233 \$	45 653 \$	55 919 \$	100 593 \$	39 441 \$	48 746 \$	58 432 \$	101 270 \$	34 068 \$	39 441 \$	63 518 \$
Charge fiscale brute	19,6%	24,7%	31,8%	19,1%	21,1%	22,7%	30,4%	17,6%	19,9%	21,7%	30,0%	9,1%	17,6%	28,2%
Charge fiscale nette	17,3%	24,6%	31,8%	18,8%	21,1%	22,7%	30,4%	9,1%	15,7%	19,2%	30,0%	-17,8%	9,1%	26,8%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 861 \$	2 332 \$	3 594 \$	2 766 \$	3 293 \$	3 942 \$	5 641 \$	3 183 \$	3 783 \$	4 035 \$	5 689 \$	2 577 \$	2 643 \$	4 073 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	26,0%	30,1%	35,9%	25,5%	26,8%	28,1%	34,3%	24,9%	26,4%	27,3%	33,9%	18,0%	23,7%	32,9%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	23,7%	30,0%	35,9%	25,2%	26,8%	28,1%	34,3%	16,4%	22,3%	24,8%	33,9%	-8,9%	15,2%	31,5%

Tableau A2-4 Nouveau-Brunswick, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	29 352 \$	44 028 \$	88 056 \$	44 028 \$	58 704 \$	73 380 \$	146 760 \$	44 028 \$	58 704 \$	73 380 \$	146 760 \$	29 352 \$	44 028 \$	88 056 \$
Impôts fédéral et provincial	3 827 \$	7 659 \$	23 912 \$	4 828 \$	8 319 \$	11 693 \$	36 682 \$	4 146 \$	7 638 \$	11 012 \$	36 006 \$	147 \$	4 151 \$	20 786 \$
Cotisations sociales obligatoires	1 831 \$	2 834 \$	3 339 \$	2 834 \$	3 663 \$	4 665 \$	6 678 \$	2 834 \$	3 663 \$	4 665 \$	6 678 \$	1 831 \$	2 834 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3 095 \$	2 382 \$	1 795 \$	0 \$	6 503 \$	3 095 \$	1 208 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	415 \$	0 \$	0 \$	116 \$	0 \$	0 \$	0 \$	402 \$	0 \$	0 \$	0 \$	830 \$	402 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	5 243 \$	10 493 \$	27 251 \$	7 546 \$	11 982 \$	16 358 \$	43 360 \$	3 483 \$	8 919 \$	13 882 \$	42 684 \$	-5 355 \$	3 488 \$	22 917 \$
Revenu disponible	24 109 \$	33 535 \$	60 805 \$	36 482 \$	46 722 \$	57 022 \$	103 400 \$	40 545 \$	49 785 \$	59 498 \$	104 076 \$	34 707 \$	40 540 \$	65 139 \$
Charge fiscale brute	19,3%	23,8%	30,9%	17,4%	20,4%	22,3%	29,5%	15,9%	19,3%	21,4%	29,1%	6,7%	15,9%	27,4%
Charge fiscale nette	17,9%	23,8%	30,9%	17,1%	20,4%	22,3%	29,5%	7,9%	15,2%	18,9%	29,1%	-18,2%	7,9%	26,0%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 626 \$	2 074 \$	3 201 \$	2 482 \$	2 921 \$	3 484 \$	5 025 \$	2 836 \$	3 348 \$	3 560 \$	5 067 \$	2 276 \$	2 354 \$	3 620 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	24,8%	28,5%	34,6%	23,0%	25,4%	27,0%	33,0%	22,3%	25,0%	26,2%	32,5%	14,5%	21,2%	31,5%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	23,4%	28,5%	34,6%	22,8%	25,4%	27,0%	33,0%	14,4%	20,9%	23,8%	32,5%	-10,5%	13,3%	30,1%

Tableau A2-5 Québec, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	29 959 \$	44 939 \$	89 878 \$	44 939 \$	59 919 \$	74 898 \$	149 797 \$	44 939 \$	59 919 \$	74 898 \$	149 797 \$	29 959 \$	44 939 \$	89 878 \$
Impôts fédéral et provincial	4 156 \$	8 809 \$	26 276 \$	5 153 \$	9 027 \$	13 230 \$	40 463 \$	4 530 \$	8 404 \$	12 607 \$	39 899 \$	2 196 \$	6 849 \$	24 316 \$
Cotisations sociales obligatoires	1 995 \$	3 083 \$	3 665 \$	3 083 \$	3 990 \$	5 078 \$	7 330 \$	3 083 \$	3 990 \$	5 078 \$	7 330 \$	1 995 \$	3 083 \$	3 665 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	6 480 \$	5 461 \$	4 263 \$	1 277 \$	10 709 \$	6 928 \$	3 334 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	1 365 \$	309 \$	0 \$	639 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 155 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 010 \$	895 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	287 \$	0 \$	0 \$	0 \$	509 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	4 786 \$	11 583 \$	29 941 \$	7 597 \$	13 017 \$	18 308 \$	47 793 \$	-309 \$	6 933 \$	13 422 \$	45 952 \$	-9 037 \$	2 109 \$	24 647 \$
Revenu disponible	25 173 \$	33 356 \$	59 937 \$	37 342 \$	46 901 \$	56 590 \$	102 004 \$	45 248 \$	52 985 \$	61 476 \$	103 845 \$	38 996 \$	42 830 \$	65 231 \$
Charge fiscale brute	20,5%	26,5%	33,3%	18,3%	21,7%	24,4%	31,9%	16,9%	20,7%	23,6%	31,5%	14,0%	22,1%	31,1%
Charge fiscale nette	16,0%	25,8%	33,3%	16,9%	21,7%	24,4%	31,9%	-0,7%	11,6%	17,9%	30,7%	-30,2%	4,7%	27,4%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 955 \$	2 376 \$	3 635 \$	2 926 \$	3 377 \$	3 983 \$	5 710 \$	3 646 \$	4 105 \$	4 238 \$	5 824 \$	2 945 \$	2 865 \$	4 176 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	27,1%	31,8%	37,4%	24,8%	27,4%	29,8%	35,7%	25,1%	27,5%	29,3%	35,4%	23,8%	28,5%	35,8%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	22,5%	31,1%	37,4%	23,4%	27,4%	29,8%	35,7%	7,4%	18,4%	23,6%	34,6%	-20,3%	11,1%	32,1%

Tableau A2-6 Ontario, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	33 095 \$	49 642 \$	99 284 \$	49 642 \$	66 189 \$	82 737 \$	165 473 \$	49 642 \$	66 189 \$	82 737 \$	165 473 \$	33 095 \$	49 642 \$	99 284 \$
Impôts fédéral et provincial	4 189 \$	8 372 \$	25 946 \$	6 287 \$	9 024 \$	12 562 \$	38 102 \$	4 947 \$	7 949 \$	11 487 \$	37 425 \$	764 \$	5 346 \$	22 953 \$
Cotisations sociales obligatoires	2 087 \$	3 198 \$	3 339 \$	3 198 \$	4 155 \$	5 285 \$	6 678 \$	3 198 \$	4 155 \$	5 285 \$	6 678 \$	2 087 \$	3 198 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3 045 \$	2 082 \$	1 421 \$	0 \$	7 234 \$	3 045 \$	759 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	415 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	386 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 470 \$	121 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	5 861 \$	11 570 \$	29 285 \$	9 485 \$	13 179 \$	17 847 \$	44 780 \$	4 714 \$	10 022 \$	15 351 \$	44 103 \$	-5 853 \$	5 378 \$	25 533 \$
Revenu disponible	27 234 \$	38 072 \$	69 999 \$	40 157 \$	53 011 \$	64 890 \$	120 693 \$	44 928 \$	56 168 \$	67 386 \$	121 370 \$	38 948 \$	44 264 \$	73 751 \$
Charge fiscale brute	19,0%	23,3%	29,5%	19,1%	19,9%	21,6%	27,1%	16,4%	18,3%	20,3%	26,7%	8,6%	17,2%	26,5%
Charge fiscale nette	17,7%	23,3%	29,5%	19,1%	19,9%	21,6%	27,1%	9,5%	15,1%	18,6%	26,7%	-17,7%	10,8%	25,7%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 836 \$	2 355 \$	3 685 \$	2 732 \$	3 314 \$	3 965 \$	5 866 \$	3 143 \$	3 778 \$	4 032 \$	5 909 \$	2 554 \$	2 571 \$	4 098 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	24,5%	28,0%	33,2%	24,6%	24,9%	26,4%	30,6%	22,7%	24,0%	25,1%	30,2%	16,3%	22,4%	30,6%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	23,3%	28,0%	33,2%	24,6%	24,9%	26,4%	30,6%	15,8%	20,8%	23,4%	30,2%	-10,0%	16,0%	29,8%

Tableau A2-7 Manitoba, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	30 433 \$	45 649 \$	91 298 \$	45 649 \$	60 865 \$	76 082 \$	152 163 \$	45 649 \$	60 865 \$	76 082 \$	152 163 \$	30 433 \$	45 649 \$	91 298 \$
Impôts fédéral et provincial	4 533 \$	8 596 \$	25 623 \$	5 937 \$	9 397 \$	13 130 \$	38 984 \$	4 547 \$	8 228 \$	11 961 \$	38 229 \$	753 \$	4 963 \$	22 289 \$
Cotisations sociales obligatoires	1 905 \$	2 945 \$	3 339 \$	2 945 \$	3 811 \$	4 850 \$	6 678 \$	2 945 \$	3 811 \$	4 850 \$	6 678 \$	1 905 \$	2 945 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2 904 \$	2 295 \$	1 687 \$	0 \$	6 222 \$	2 904 \$	1 078 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	415 \$	0 \$	0 \$	35 \$	0 \$	0 \$	0 \$	321 \$	0 \$	0 \$	0 \$	830 \$	821 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	112 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	6 023 \$	11 541 \$	28 962 \$	8 847 \$	13 208 \$	17 980 \$	45 662 \$	4 267 \$	9 744 \$	15 124 \$	44 907 \$	-4 506 \$	4 183 \$	24 550 \$
Revenu disponible	24 409 \$	34 108 \$	62 336 \$	36 802 \$	47 658 \$	58 102 \$	106 501 \$	41 382 \$	51 122 \$	60 958 \$	107 256 \$	34 938 \$	41 466 \$	66 748 \$
Charge fiscale brute	21,2%	25,3%	31,7%	19,5%	21,7%	23,6%	30,0%	16,4%	19,8%	22,1%	29,5%	8,7%	17,3%	28,1%
Charge fiscale nette	19,8%	25,3%	31,7%	19,4%	21,7%	23,6%	30,0%	9,3%	16,0%	19,9%	29,5%	-14,8%	9,2%	26,9%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 646 \$	2 109 \$	3 282 \$	2 504 \$	2 979 \$	3 550 \$	5 176 \$	2 895 \$	3 438 \$	3 648 \$	5 222 \$	2 291 \$	2 408 \$	3 709 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	26,6%	29,9%	35,3%	24,9%	26,6%	28,3%	33,4%	22,8%	25,4%	26,9%	32,9%	16,3%	22,6%	32,1%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	25,2%	29,9%	35,3%	24,9%	26,6%	28,3%	33,4%	15,7%	21,7%	24,7%	32,9%	-7,3%	14,4%	31,0%

Tableau A2-8 Saskatchewan, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
				100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %											
Salaires bruts	34 400 \$	51 600 \$	103 200 \$	51 600 \$	68 800 \$	86 000 \$	172 000 \$	51 600 \$	68 800 \$	86 000 \$	172 000 \$	34 400 \$	51 600 \$	103 200 \$
Impôts fédéral et provincial	4 847 \$	9 729 \$	28 390 \$	6 367 \$	10 410 \$	14 576 \$	43 516 \$	3 872 \$	7 914 \$	12 081 \$	41 556 \$	647 \$	5 049 \$	23 709 \$
Cotisations sociales obligatoires	2 176 \$	3 295 \$	3 339 \$	3 295 \$	4 296 \$	5 471 \$	6 678 \$	3 295 \$	4 296 \$	5 471 \$	6 678 \$	2 176 \$	3 295 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2 666 \$	1 978 \$	1 290 \$	0 \$	5 310 \$	2 666 \$	602 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	593 \$	0 \$	0 \$	73 \$	0 \$	0 \$	0 \$	282 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 340 \$	189 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	6 430 \$	13 024 \$	31 729 \$	9 589 \$	14 706 \$	20 047 \$	50 194 \$	4 219 \$	10 232 \$	16 262 \$	48 234 \$	-3 827 \$	5 489 \$	26 446 \$
Revenu disponible	27 970 \$	38 576 \$	71 471 \$	42 011 \$	54 094 \$	65 953 \$	121 806 \$	47 381 \$	58 568 \$	69 738 \$	123 766 \$	38 227 \$	46 111 \$	76 754 \$
Charge fiscale brute	20,4%	25,2%	30,7%	18,7%	21,4%	23,3%	29,2%	13,9%	17,7%	20,4%	28,0%	8,2%	16,2%	26,2%
Charge fiscale nette	18,7%	25,2%	30,7%	18,6%	21,4%	23,3%	29,2%	8,2%	14,9%	18,9%	28,0%	-11,1%	10,6%	25,6%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 451 \$	1 835 \$	2 894 \$	2 198 \$	2 601 \$	3 100 \$	4 554 \$	2 549 \$	3 030 \$	3 210 \$	4 635 \$	1 928 \$	2 060 \$	3 281 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	24,6%	28,8%	33,5%	23,0%	25,2%	26,9%	31,8%	18,8%	22,2%	24,1%	30,7%	13,8%	20,2%	29,4%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	22,9%	28,8%	33,5%	22,8%	25,2%	26,9%	31,8%	13,1%	19,3%	22,6%	30,7%	-5,5%	14,6%	28,8%

Tableau A2-9 Alberta, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	40 536 \$	60 804 \$	121 608 \$	60 804 \$	81 072 \$	101 340 \$	202 680 \$	60 804 \$	81 072 \$	101 340 \$	202 680 \$	40 536 \$	60 804 \$	121 608 \$
Impôts fédéral et provincial	5 866 \$	11 928 \$	32 733 \$	8 478 \$	13 073 \$	17 794 \$	50 873 \$	6 622 \$	11 217 \$	16 879 \$	50 197 \$	1 741 \$	7 801 \$	28 607 \$
Cotisations sociales obligatoires	2 595 \$	3 339 \$	3 339 \$	3 339 \$	4 550 \$	5 935 \$	6 678 \$	3 339 \$	4 550 \$	5 935 \$	6 678 \$	2 595 \$	3 339 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2 951 \$	1 731 \$	920 \$	0 \$	5 193 \$	2 781 \$	0 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	161 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	571 \$	0 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	8 300 \$	15 267 \$	36 072 \$	11 817 \$	17 623 \$	23 729 \$	57 551 \$	7 010 \$	14 036 \$	21 894 \$	56 875 \$	-1 428 \$	8 359 \$	31 946 \$
Revenu disponible	32 236 \$	45 537 \$	85 536 \$	48 987 \$	63 449 \$	77 611 \$	145 129 \$	53 794 \$	67 036 \$	79 446 \$	145 805 \$	41 964 \$	52 445 \$	89 662 \$
Charge fiscale brute	20,9%	25,1%	29,7%	19,4%	21,7%	23,4%	28,4%	16,4%	19,4%	22,5%	28,1%	10,7%	18,3%	26,3%
Charge fiscale nette	20,5%	25,1%	29,7%	19,4%	21,7%	23,4%	28,4%	11,5%	17,3%	21,6%	28,1%	-3,5%	13,7%	26,3%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	836 \$	1 083 \$	1 732 \$	1 282 \$	1 525 \$	1 824 \$	2 713 \$	1 447 \$	1 734 \$	1 829 \$	2 730 \$	1 058 \$	1 171 \$	1 916 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	22,9%	26,9%	31,1%	21,5%	23,6%	25,2%	29,7%	18,8%	21,6%	24,3%	29,4%	13,3%	20,2%	27,8%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	22,5%	26,9%	31,1%	21,5%	23,6%	25,2%	29,7%	13,9%	19,5%	23,4%	29,4%	-0,9%	15,7%	27,8%

Tableau A2-10 Colombie-Britannique, 2014

	Célibataire sans enfants			Couple sans enfants				Couple avec deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans				Monoparentale deux enfants âgés de plus de 7 ans et moins de 11 ans		
(% du salaire moyen)	67 %	100 %	200 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	100 % et 0 %	100 % et 33 %	100 % et 67 %	167 % et 167 %	67 %	100 %	200 %
Salaires bruts	31 576 \$	47 364 \$	94 728 \$	47 364 \$	63 152 \$	78 940 \$	157 880 \$	47 364 \$	63 152 \$	78 940 \$	157 880 \$	31 576 \$	47 364 \$	94 728 \$
Impôts fédéral et provincial	3 597 \$	7 044 \$	22 026 \$	4 946 \$	7 437 \$	10 642 \$	32 944 \$	4 031 \$	6 522 \$	9 726 \$	32 267 \$	822 \$	4 270 \$	19 251 \$
Cotisations sociales obligatoires	1 983 \$	3 062 \$	3 339 \$	3 062 \$	3 967 \$	5 045 \$	6 678 \$	3 062 \$	3 967 \$	5 045 \$	6 678 \$	1 983 \$	3 062 \$	3 339 \$
Prestations versées par les administrations														
Prestations pour enfants (fédérale et provinciale)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2 619 \$	2 047 \$	1 475 \$	0 \$	5 541 \$	2 619 \$	903 \$
Crédits de taxes (fédéral et provincial)	415 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	242 \$	0 \$	0 \$	0 \$	762 \$	242 \$	0 \$
Autres prestations (fédérale et provinciale)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total des impôt et cotisations payés moins les prestations reçues	5 165 \$	10 106 \$	25 365 \$	8 008 \$	11 404 \$	15 687 \$	39 622 \$	4 231 \$	8 442 \$	13 296 \$	38 945 \$	-3 498 \$	4 470 \$	21 687 \$
Revenu disponible	26 411 \$	37 258 \$	69 363 \$	39 356 \$	51 748 \$	63 253 \$	118 258 \$	43 133 \$	54 710 \$	65 644 \$	118 935 \$	35 074 \$	42 894 \$	73 041 \$
Charge fiscale brute	17,7%	21,3%	26,8%	16,9%	18,1%	19,9%	25,1%	15,0%	16,6%	18,7%	24,7%	8,9%	15,5%	23,8%
Charge fiscale nette	16,4%	21,3%	26,8%	16,9%	18,1%	19,9%	25,1%	8,9%	13,4%	16,8%	24,7%	-11,1%	9,4%	22,9%
Part du revenu disponibles en dépenses taxables	51,9%	47,6%	40,5%	52,3%	48,1%	47,0%	37,4%	53,8%	51,7%	46,0%	37,5%	50,4%	44,7%	42,7%
Taxes à la consommation payées (fédérale et provinciale)	1 644 \$	2 127 \$	3 371 \$	2 471 \$	2 986 \$	3 567 \$	5 305 \$	2 785 \$	3 397 \$	3 626 \$	5 345 \$	2 123 \$	2 299 \$	3 747 \$
Charge fiscale brute incluant les taxes à la consommation	22,9%	25,8%	30,3%	22,1%	22,8%	24,4%	28,5%	20,9%	22,0%	23,3%	28,1%	15,6%	20,3%	27,8%
Charge fiscale nette incluant les taxes à la consommation	21,6%	25,8%	30,3%	22,1%	22,8%	24,4%	28,5%	14,8%	18,7%	21,4%	28,1%	-4,4%	14,3%	26,8%